

N° 403 DU 9 JUILLET 1979

No. 403 - 9 JULY 1979

JOURNAL OFFICIEL DES NOUVELLES-HEBRIDES

NEW HEBRIDES GOVERNMENT

DECISION CONJOINTE N° 11 DE 1979

Relative au taux de change officiel

JOINT DECISION No. 11 of 1979

To alter the official rate of exchange

DECISION MINISTERIELLE N° 3 DE 1979

Portant modification de la Décision  
N° 2 de 1979 créant le Comité Juridique  
Consultatif.

DECISION MINISTERIAL No. 3 OF 1979

Providing for the modification of the  
Decision No. 2 of 1979 creating an  
Advisory Legal Committee.

ARRETE MINISTERIEL N° 17 de 1979

Relatif à l'interdiction d'importer des  
tomates sur l'Ile de Vaté.

ORDER No. 17 of 1979

To prohibit the importation of tomatoes  
destined for consumption on the Island  
of Efate.

ARRETE MUNICIPAL N° 78/12/9

Fixant les conditions d'entreposage, de  
transport et de destruction des déchets  
dans les abattoirs et les entreprises  
d'exploitations de la viande.

MUNICIPAL BY-LAW No. 78/12/9

To REGULATE the storage, transport  
and disposal of waste in abattoirs and  
in the meat processing industry.

*see also*

GOUVERNEMENT DES NOUVELLES-HEBRIDES

DECISION CONJOINTE

No.11 de 1979

relative au taux de change officiel

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE  
AUX NOUVELLES-HEBRIDES

- VU le règlement conjoint No.6 de 1973 ;
- VU la décision conjointe No. 10 de 1979;

D E C I D E N T :

ARTICLE 1. - En vue des paiements effectués par ou au profit de l'Administration Conjointe, le taux officiel est fixé comme suit à compter du 6 Juillet 1979 à 12 heures :

100 francs néo-hébridais = 130 cents australiens

ARTICLE 2. - La présente Décision Conjointe qui abroge la Décision Conjointe No.10 de 1979 sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera et prendra effet du jour de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

Port-Vila, le 4 Juillet 1979

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides,

L'Inspecteur Général  
en Mission Extraordinaire  
délégué dans les fonctions de  
Commissaire-Résident de  
France aux  
Nouvelles-Hebrides

A. STUART

J. J. ROBERT

NEW HEBRIDES GOVERNMENT

JOINT DECISION

No. 11 of 1979

Acting in pursuance of the provisions of Section 1 of the Monetary Provisions Regulation No.6 of 1973, the Resident Commissioners

HEREBY DECIDE

1. That Joint Decision No.10 of 1979 is hereby repealed
2. That the official rate of exchange is hereby fixed at 100 New Hebrides Francs = 130 Australian cents
3. This Decision shall upon its prior publication in the Condominium Gazette take effect from 1200 hours on 6 July 1979.

MADE at VILA this fourth day of July, 1979.

The Inspector General  
on Special duties  
conferred with the powers of the  
Resident Commissioner for the  
French Republic in the New Hebrides.

Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner

J.J. ROBERT

A. STUART

GOUVERNEMENT D'UNITE NATIONALE  
DES NOUVELLES - HEBRIDES

-----  
PREMIER MINISTRE

NEW HEBRIDES GOVERNMENT  
OF NATIONAL UNITY

-----  
CHIEF MINISTER

Original : Français

D E C I S I O N

N° 3 DE 1979

Portant modification de la Décision N° 2 de 1979  
créant le Comité Juridique Consultatif.

VU le Règlement Conjoint N° 1 de 1979

D E C I D E

Nouvelle Rédaction de l'Article 5 (1) :

ARTICLE 1.- Le Comité, lorsqu'il est composé de moins de quatre membres, siège valablement dès lors que deux de ses membres sont présents.

ARTICLE 2.- La présente Décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Port-Vila, le 22 Juin 1979

G. LEYMAN  
Premier Ministre

GOUVERNEMENT D'UNITE NATIONALE  
DES NOUVELLES - HEBRIDES

-----  
PREMIER MINISTRE

NEW HEBRIDES GOVERNMENT  
OF NATIONAL UNITY

-----  
CHIEF MINISTER

Original : French

DECISION

N° 3 DE 1979

Providing for the modification of the Decision No. 2 of 1979  
creating an Advisory Legal Committee.

New composition of Section 5 (1) :

SECTION 1.- When the membership is less than 4, the quorum for  
meetings shall be 2.

SECTION 2.- This Decision shall be published in the New Hebrides  
Gazette.

MADE at Port-Vila, this 22 June 1979.

G. LEYMAN  
Chief Minister

A R R E T E

N° 17 de 1979

relatif à l'interdiction d'importer des tomates  
sur l'île de Vaté.

LE CONSEIL DES MINISTRES

VU l'article 18 du Règlement Conjoint N° 1 de 1978

VU le Règlement Conjoint N° 21 de 1977, relatif au Contrôle temporaire  
d'importation des légumes frais.

A R R E T E

ARTICLE 1.- A compter du 9 Juillet 1979, les importations de  
- Tomates

destinées à la consommation de l'île de Vaté, seront suspendues.

ARTICLE 2.- Le présent Arrêté, qui sera publié au Journal Officiel  
sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Port-Vila, le 9 Juillet 1979

Le Ministre du Commerce,  
de l'Industrie et du Tourisme

p. le Premier Ministre  
le Vice-Premier Ministre

A.C. MALIERE

W. LINI

Le Ministre des Ressources Naturelles

T. REUBEN

O R D E R

No. 17 of 1979

THE COUNCIL OF MINISTERS

( ) In exercise of the powers conferred by the Joint Import Control (fresh vegetables) Regulation No. 21 of 1977, and section 18 of the Council of Ministers Regulation 1978.

HEREBY ORDERS

1. With effect from 9th July 1979, the importation of  
- Tomatoes  
for consumption on the island of Efate shall be prohibited.
2. This Order shall come into operation on the date of  
its publication in the Official Gazette.

Port-Vila, 9 July 1979

A.C. MALERE  
Minister of Trade, Industry  
and Tourism

W. LINI  
for Chief Minister  
Deputy Chief Minister

T. REUBEN  
Minister of Natural Resources

ARRETE MUNICIPAL N° 78/12/9

Fixant les conditions d'entreposage, de transport et de destruction des déchets dans les abattoirs et les entreprises d'exploitation de la viande.

Le Maire de Luganville,

VU les Règlements Conjointes Nos. 1 de 1975 et 1 de 1976,

VU le Règlement Conjoint N° 18 de 1977 fixant les conditions d'abattage des animaux de boucherie destinés à la consommation de Port-Vila et Luganville et à l'exportation,

VU le Règlement Conjoint N° 19 de 1977 organisant l'Inspection et le Contrôle des viandes aux Nouvelles-Hébrides,

VU le Règlement Conjoint N° 29 de 1977 sanctionnant les infractions aux arrêtés Municipaux,

VU l'approbation du Conseil Municipal en sa séance du 12 Décembre 1978.

A R R E T E

ARTICLE 1.- Les abattoirs dont la viande est destinée à la vente, à l'exportation ou la consommation dans la zone urbaine de Luganville, tels que définis à l'article 3 du Règlement Conjoint N° 18 de 1977 susvisé, doivent traiter immédiatement sur place, dans les installations spéciales dont ils sont équipés, les déchets de toute nature provenant de leurs abattages.

L'évacuation des eaux usées ainsi que l'entreposage et le transport des sous-produits provenant du traitement de ces déchets doivent être effectués de façon telle qu'ils ne puissent causer aucune nuisance, soit par l'odeur, soit par la prolifération de mouches ou tous autres insectes, soit par des écoulements ou des déversements.

ARTICLE 2.- Les entreprises d'exploitation de la viande, telles notamment que les autres abattoirs, les conserveries, les boucheries, les charcuteries, les triperies, les ateliers de désossage et de salage, qui ne sont pas équipées d'installations spéciales pour le traitement sur place des déchets, devront assurer d'entreposage, le transport et la destruction de ces déchets dans les conditions suivantes :

.../...



a) l'entreposage des déchets, dont la durée ne pourra excéder huit heures, se fera à l'abri des insectes, du soleil, de la pluie et de la chaleur, dans un emplacement ou dans des récipients revêtus de matériaux lisses et non absorbants, de manière à faciliter leur nettoyage qui devra être pratiqué soigneusement après chaque enlèvement ;

b) le transport des déchets qui ne pourra avoir lieu qu'à destination du dépotoir municipal où ils seront détruits, devra être effectué par l'entreprise concernée dans des véhicules ou dans des récipients revêtus de matériaux lisses et non absorbants, tenus à l'abri des mouches et empêchant tout écoulement ou déversement en cours de route ;

c) le déversement des déchets devra être effectué à un emplacement aménagé à cet effet au dépotoir municipal et dans des conditions qui seront précisées par des instructions du Maire affichées sur place ; leur destruction sera assurée par les soins de la Municipalité, moyennant perception auprès des entreprises concernées d'une taxe dont la création fera l'objet d'un arrêté particulier.

ARTICLE 3.- Les entreprises d'exploitation de la viande situées en dehors du périmètre urbain de Luganville sont soumises aux dispositions du présent arrêté, si elles utilisent de la viande abattue à l'intérieur dudit périmètre ou si elles déversent leurs déchets au dépotoir municipal.

ARTICLE 4.- Les infractions aux dispositions du présent arrêté constituent un délit passible des sanctions de deuxième catégorie, telles qu'elles sont prévues à l'article 2 (§ 3 et 4) du Règlement Conjoint N° 29 de 1977.

ARTICLE 5.- Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel du Gouvernement des Nouvelles-Hébrides, affiché et communiqué partout où besoin sera.

Luganville, le 12 Décembre 1979

Le Maire,

M. NOEL

MUNICIPAL BY-LAW No. 78/12/9

To REGULATE the storage, transport and disposal of wastes in abattoirs and in the meat processing industry.

MADE by the Mayor of Santo under the provisions of Joint Regulations Nos. 1 of 1975 and 1 of 1976, Joint Regulation No. 18 of 1977 regulating the slaughter of animals for meat for sale in Santo, Vila or overseas, Joint Regulation No. 19 of 1977, controlling the supply and inspection of meat in the New Hebrides, Joint Regulation No. 29 of 1977 establishing the penalties for breach of Local Government By-Laws.

1) Waste of any description caused by the slaughter of animals in abattoirs where meat is for sale, export or consumption within the urban district of Santo, as defined in Section 3 of the above-mentioned Joint Regulation, No. 18 of 1977, must be immediately processed in equipment specially provided in the abattoir for this purpose.

Both drainage of waste water, and storage and transport of by-products arising from the processing of such waste must be carried out in such a way that no harmful effects are caused by smell, the proliferation of flies and other insects, or by spillage or overflow.

2) Meat processing concerns, particularly other abattoirs, canneries, butcheries, pork-butcheries, triperies and boning and salting shops, which are not provided with special waste-processing equipment, must ensure that their waste is stored, transported and disposed of under the following conditions :

- a) waste stored for a period not exceeding 8 hours must be protected from insects, sunlight, rain and heat, in a special bay or in containers, lined in either case with a smooth, non-absorbent material to facilitate cleaning, which must be carefully carried out each time they are emptied.
- b) waste may be transported to the town refuse-disposal site only and it will be disposed of here : transport is the responsibility of the abattoir or meat-processing plant concerned and fly-proof vehicles or containers lined with a smooth, non-absorbent material allowing no leakage or spillage in transit must be used.
- c) dumping of waste must be carried out at a specially constructed bay at the town refuse-disposal site under conditions laid down in instructions issued by the Mayor and displayed at the site ; waste-disposal will be the responsibility of the town council provided that the Companies concerned have paid a tax which will be introduced by issuing a special by-law.

3) Meat-processing concerns situated outside Santo urban district are subject to the provisions of this by-law if they use meat slaughtered within the urban district of Santo, or if tip their waste at the town refuse-disposal site.

4) Any failure to comply with the provisions of this regulation will be considered an offence punishable by penalties of the second category as set out in section 2 (paras 3 and 4) of Joint Regulation No. 29 of 1977.

5) This by-law will be published in the New Hebrides Gazette and shall come into effect on the date of its publication.

Made at Santo this 12th day  
of December 1978

The Mayor  
M. NOEL